

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 13 décembre 2025

A propos de la nouvelle Stratégie de sécurité nationale américaine 2025.

Comme d'habitude, je n'ai pas eu le temps de rassembler tous les éléments sur ce sujet dans un seul article et de les présenter de manière ordonnée. En revanche, j'ai essayé de privilégier l'essentiel qui se trouve être dans les non-dits, ce qu'ont apprécié manifestement les démagogues ou charlatans et autres publicistes ou experts autoproclamés, qui en ont profité pour spéculer à loisirs sur les intentions de Trump et sur ce document agréé par le Pentagone ou les intentions de la fine fleur de l'oligarchie financière anglo-saxonne. Bref, si le traitement est un peu bordélique, cela n'empêche pas d'y voir assez clair !

Chacun, admirateur ou opposant à Trump y a été de son refrain, de sorte qu'on a eu le droit à une multitude d'articles sur ce sujet, les uns et les autres y trouvant ce qui les arrangeait qui y figurait vraiment ou non, vous voyez d'ici le bordel ou les sources de méprises ou de contresens étaient multipliées par 10 par rapport à d'habitude. J'espère que vous vous y retrouverez à l'issue de cette lecture.

On pourrait commencer par le début et se poser quelques questions pour mieux cerner de quoi il s'agit. Qu'est-ce que signifie l'intitulé de ce document, Stratégie de sécurité nationale ?

Wikipédia - La Stratégie de sécurité nationale (SNS) est un document préparé périodiquement par le pouvoir exécutif des États-Unis qui énumère les préoccupations en matière de sécurité nationale et la façon dont l'administration envisage de les traiter.

Une indication.

- Le magazine londonien The Economist (Le puissant clan Rothschild.- J-C) a qualifié cette stratégie de *«sombre et incohérente»*, tandis que l'agence Bloomberg (Le même clan. - J-C) a conclu qu'elle était dirigée *«contre les alliés, et non contre les ennemis des États-Unis»*.

- Elon Musk s'est exprimé de manière encore plus cinglante : *«L'Union européenne devrait être abolie et la souveraineté rendue aux pays individuels, afin que les gouvernements puissent mieux représenter les intérêts de leurs citoyens»*.

Sécurité, pourquoi, les États-Unis se sentiraient-ils menacés, par qui, par quoi ? Menacés de l'intérieur ou de l'extérieur ou les deux à la fois ? Sur quels plans ? Qui menace qui ?

C'est une obsession chez eux de se sentir agressés ou menacés pour justifier le recours à la force. Ne s'agirait-il pas plutôt du contraire ou l'agresseur hurle à l'agression pour qu'on ne l'accuse pas

d'être à l'origine d'un conflit (armé) qu'il a fomenté ou déclenché, afin d'avoir les mains libres pour régler ce conflit à sa manière en toute impunité.

Ce sont les Etats-Unis qui font planer la principale menace sur l'humanité.

Une stratégie pour sécuriser quoi ou qui ? Avant tout leur système économique capitaliste qui justifie à lui tout seul toutes les agressions, conflits ou guerres à travers le monde. Qui dit situation conflictuelle, dit affrontement entre plusieurs protagonistes, mais encore ou qui sont-ils ? Les pays les plus étendus, qui comptent la population la plus nombreuse, les plus riches, d'un côté les Etats-Unis et les puissances européennes, plus le Japon, la Corée du Sud et l'Australie, on les appellera le pôle occidental, d'un autre côté, un pôle essentiellement asiatique avec la Chine, l'Inde et la Russie autour desquels viennent s'agréger des puissances moyennes très peuplées, Pakistan et Indonésie entre autres, ainsi qu'un nombre d'Etats africains de plus en plus nombreux, plus certains pays riches en matières premières en Amérique du Sud, dont le Venezuela, ils représentent les trois quarts de la population mondiale et environ 50% de l'économie mondiale.

Tous les facteurs de développement (en expansion ou à venir) se situent dans le camp du pôle Asie-Afrique-Amérique du Sud.

Le pôle occidental se caractérise par sa décomposition économique, sociale et politique, sa dégénérescence accélérée, des conditions de travail et d'existence de la population qui ne cessent de se dégrader, les services publics, les infrastructures, l'enseignement, la culture, les soins, l'alimentation, le fonctionnement des institutions et l'Etat gangrené par la corruption et le népotisme, la prostitution des élites, etc. les zombies qui déambulent dans les grandes villes américaines témoignent du degré de putréfaction atteint par l'occident.

Ce constat catastrophique est davantage le produit des contradictions du capitalisme que celui d'une orientation politique particulière, dans la mesure où l'orientation de l'économie mondiale est irréversible car dialectique, et ce document ou Trump n'y changeront rien globalement.

En dehors des membres des classes supérieures, personne, aucun peuple dans le monde n'est et ne sera en sécurité en quoi que ce soit, pour y mettre un terme, on ne peut compter que sur la lutte de classe du prolétariat et la révolution socialiste internationale.

Il y en a qui traitent Trump de fasciste, et à écouter Trump cette caractérisation leur irait comme un gant ! Quant à ceux qui louent Trump, en les lisant on s'aperçoit qu'ils lui prêtent des intentions et des vertus qu'il n'a jamais eu ou elles n'existent que dans leur imagination, plus ils tentent de lui trouver des qualités pour justifier leur analyse, plus le personnage paraît totalement étranger à la description qu'ils en font, au point de se demander lesquels sont les plus mythomanes ou cyniques de Trump ou ses admirateurs.

Parmi eux, Monsieur Meyssan (Réseau Voltaire) a publié un article, où sans surprise, mais avec une certaine retenue, il fait l'apologie de la Stratégie de Sécurité Nationale 2025 de l'administration Trump.

Le Pentagone adopte la vision Trump du monde par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire - 10 décembre 2025

<https://www.voltairenet.org/article223309.html>

En voici des extraits.

TM- En d'autres termes, les États-Unis se concentreront sur leur zone d'influence, les Amériques. Ils y agiront comme un grand-frère et non plus comme un empire (« *corollaire Roosevelt* »). C'est-à-dire qu'ils les protégeront des menaces extérieures et attendent en retour que le reste des continents participe à leurs besoins économiques.

J-C- Au Venezuela et en Colombie, mais aussi au Mexique, les dirigeants s'étranglent en lisant les balivernes de Meyssan. C'est le « *grand-frère* » qui vient de saisir un pétrolier vénézuélien et non l'« *empire* ». C'est le « *grand-frère* » qui maintient son armada à une encablure des côtes du Venezuela et menace de mort Maduro, etc.

Ce document a été conçu de telle sorte, qu'à tout propos on trouve des tournures de phrases qui peuvent être interprétées de différentes manières, ce qui laissera toute latitude à ses auteurs d'en faire ce qu'ils veulent quand ils veulent, et bien malin celui qui pourrait le prédire à l'avance.

TM- Il décrit alors les relations internationales qu'il promeut, sa vision du monde, fondée sur « *la primauté des nations* » et « *le respect de leur souveraineté*. » Il indique que dans ce monde, il ne prétend pas à une position hégémonique, mais veillera à ce qu'aucune nation ne puisse non plus y prétendre. Il conçoit la compétition entre les nations comme celle du marché ou du sport : que le meilleur gagne !

J-C- A entendre Meyssan, on croirait que ce serait Trump qui aurait rédigé ce document, l'agent immobilier, le présentateur d'émissions de télé réalité, pourquoi pas prétendre aussi que Zelensky dirigerait l'Ukraine !

Chacun sait que le poids économique d'un pays détermine sa position sur le marché mondial, le nier ou prétendre autre chose est stupide ou peine perdue car régulièrement des événements vont le confirmer. Ce crétin de géopoliticien semble s'enthousiasmer pour une "*vision*" aussi vieille que le monde, tout du moins théoriquement, à l'annonce d'une "*compétition entre les nations*", alors que cela a mené à deux guerres mondiales au XXe siècle. Quant au gagnant, le banquier !

TM- Donald Trump choisit de définir des zones d'action prioritaire. Ce faisant, il s'exprime en respectant tous ses interlocuteurs et non pas, comme il l'a fait auparavant, en méprisant ceux qui ne comptent guère (ces « *pays de merdes* »).

J-C- Pas de bol monsieur Meyssan, Trump vient juste d'en remettre une grosse couche de merde sur tous un tas de pays. Comme quoi Meyssan collectionne les conneries !

TM- Ayant précisé le « *corollaire Trump de la doctrine Monroe* », il fixe sa stratégie sous la devise « *recruter et s'étendre* ». « *Recruter* », c'est pour s'appuyer sur le maximum de partenaires. « *S'étendre* », c'est souhaiter que le maximum de nations considère les États-Unis comme leur partenaire privilégié et les dissuader (par divers moyens) de collaborer avec d'autres.

J-C – Il serait normal ou sain qu'un Etat puisse user de « *divers moyens* » pour « *dissuader* » d'autres Etats de lier des partenariats privilégiés avec d'autres Etats ou puissance,

TM- En clair, il s'agit de s'assurer que la présence de partenaires étrangers aux Amériques, comme la Chine, ne perturbera pas les chaînes d'approvisionnement états-uniennes.

Il compte donc renforcer le Quad (Australie, États Unis, Japon, Inde) pour s'assurer que la Chine ne parviendra pas à une position hégémonique.

J-C - Les Etats-Unis doivent demeurer l'hégémon incontesté, qu'on se le dise une fois pour toute, rien de changé.

TM- Il souhaite également mobiliser les ressources de ses partenaires pour lancer une initiative concurrente des routes de la soie chinoises.

J-C - C'est justement ce qui caractérise l'impérialisme que les Américains abandonneraient selon Meyssan.

TM- Les États-Unis doivent aussi s'assurer que leurs chaînes d'approvisionnement ne seront jamais interrompues en mer de Chine méridionale par qui que ce soit.

J-C - C'est leur obsession, leur domination mondiale sur terre, sur mer et dans les airs, rien de changé.

TM- S'il déplore la rigidité de l'Iran, il se satisfait de voir les principaux gouvernements lutter contre le « *radicalisme* ». Même s'il ne le nomme pas, il parle ici du « *djihadisme* » que les administrations Obama et Biden ont longtemps favorisé à l'instar de l'Empire britannique.

J-C - Mais pas les administrations républicaines sous Bush père et fils en Afghanistan, en Irak, en Syrie, en Libye... Pour Meyssan, il y a de quoi être "*satisfait*" que des régimes monarchiques féodaux luttent contre le « *radicalisme* », à croire qu'il les aime.

TM- Si les États-Unis devraient aider à la résolution de conflits en cours (par exemple, entre la RDC et le Rwanda, et au Soudan), et prévenir de nouveaux conflits (par exemple, entre l'Éthiopie, l'Érythrée et la Somalie)

J-C - En réalité, tous ces conflits se poursuivent, il a juste été demandé aux différents protagonistes de ne pas entraver les affaires des Américains. Pour le reste, les Américains ont recouru aux habituelles menaces ou après nous le déluge !

TM- Il est en totale continuité avec son projet de 2017 : mettre fin à « *l'Empire américain* ». Il est le premier président des États-Unis, depuis presque deux siècles, selon qui son pays n'a aucun ennemi. Ce faisant, il s'oppose autant aux impérialistes traditionnels, qu'aux straussiens et aux néo-conservateurs, mais plus encore aux bellicistes de l'Union européenne. S'il développe son armée selon le principe romain *Si vis pacem, para bellum* (si tu veux la paix, prépare la guerre), il se positionne pour ne jamais en provoquer et s'engage, au contraire à aider à résoudre des conflits, là encore en contradiction avec la stratégie de son allié britannique, « *diviser pour régner* ».

J-C – Quel baratin, c'est une vue de l'esprit !

Une réflexion que je n'ai pas eu le temps de développer.

La Stratégie de Sécurité Nationale 2025 de l'administration Trump dresse un constat et un catalogue de bonnes intentions, dont les auteurs disent eux-mêmes qu'une grande partie ne se réalisera pas ou ils les violeront, on aurait pu le deviner !

C'est avant tout le constat d'un échec, l'échec d'une stratégie celle d'un gouvernement mondial ou mondialisme imposé par la force à tous les Etats et peuples, parce que tous les Etats sont amenés à privilégier leurs propres intérêts au détriment d'intérêts communs ou de la survie du capitalisme.

Sur le plan des intentions que proposent-ils ? Rien, sinon revenir à la souveraineté des nations ou au chacun pour soi qui préfigura les deux guerres mondiales du XXe siècle, selon le principe que les intérêts de chaque Etat guide leur politique et rien d'autre. Or, c'est intenable comme position, dans la mesure où le développement du capitalisme mondial met à mal ou s'oppose à ce principe, il se caractérise par la concentration du capital et la rationalisation à outrance de la production, au profit des grandes puissances ou des puissances impérialistes, des trusts ou des multinationales, des entreprises transnationales, concentration du capital et rationalisation de la production qui sont incontournables car elles ont vocation à freiner la baisse tendancielle du taux de profit...

C'est une opportunité pour la lutte de classe du prolétariat et la révolution socialiste internationale, du fait des contradictions exacerbées et explosives du protectionnisme ou de l'isolationnisme des nations qui ne peut conduire qu'à les affaiblir, réduire leur marge de manœuvre en cas de crise

Ce document témoigne de l'absence de solution face à la crise du capitalisme, crise qui provient de l'incapacité du capitalisme de satisfaire les besoins sociaux de 8,2 milliards d'hommes et de femmes qui aspirent à la démocratie et à la liberté.

Tribune libre.

La trinité du Pouvoir - 24 novembre 2025

Réflexion sur la (dé)-composition du Pouvoir en Occident

À l'époque contemporaine, tout Pouvoir cherchant à dominer finit par acquérir les caractéristiques d'une mafia, d'une secte et d'une organisation terroriste. Les régimes démocratiques n'échappent pas à cette logique implacable – loi d'airain de la volonté de puissance propre à toute mécanique du Pouvoir contemporain lorsque sa puissance atteint son niveau maximum. Plus le Pouvoir accumule de moyens de contrôle, plus il déploie sa volonté de puissance, plus il tend irrésistiblement vers cette triple incarnation.

Le Pouvoir absolu — ou tendant vers l'absolu — doit nécessairement mystifier pour obtenir le consentement (fonction sectaire & religieuse), spolier pour alimenter sa machine (fonction mafieuse), et terroriser pour neutraliser toute opposition (fonction terroriste).

L'examen des politiques menées depuis plus de deux décennies par nos régimes démocratiques occidentaux — de la guerre contre le terrorisme à la crise covidique, en passant par l'hystérie climatique — révèle cette logique à l'œuvre avec une netteté frappante.

<https://lidiotduvillage.org/la-trinite-du-pouvoir/>

Faites tomber les masques. Quand Amnesty International adopte le récit des sionistes nazis.

Guerre Israël-Hamas : Pour la première fois, le 7-Octobre qualifié de « *crime contre l'humanité* » par Amnesty International - Le HuffPost 11 décembre 2025

J-C – Amnesty International fait partie de ces ONG qui servent de caution morale à tous les coups tordus de l'oligarchie financière anglo-saxonne contre tous les régimes qu'elle a dans son collimateur. Amnesty International est financé par l'Open Society de Georges Soros.

L'oligarchie se sert de ces ONG qu'elle finance et contrôle, pour propager de fausses informations, sur lesquelles elle s'appuiera pour fabriquer un récit frauduleux que les médias seront chargés de répéter en boucle, de manière à ce que la population y adhère aveuglément, ce qui à l'étape suivante servira à justifier une offensive en règle contre des Etats souverains jugés coupables de préférence de crimes abominables inventés, y compris militaire pour renverser leurs dirigeants ou réaliser un coup d'Etat et mettre à leurs places des acteurs politiques qui appliqueront sa politique à la lettre.

Ils se servent des ONG pour dresser la population contre la cible qu'ils ont désignée ou pour l'embrigader. Ils instrumentalisent la population une fois qu'ils l'ont mystifiée, à cette fin, plus le mensonge sera énorme, plus facilement il passera inaperçu, tel est le principe, et il est redoutable parce qu'ils osent tout ou ils ne doutent de rien

Si vous voulez vous faire une idée très précise de l'éventail des saloperies, des complicités de crimes ou massacres dont Amnesty International s'est rendu coupable, vous pouvez télécharger le fichier (pdf) de mes causeries de 2008 à 2024, et en utilisant le raccourci clavier CTRL + F (pour recherche), vous accéderez à une fenêtre dans laquelle vous aurez juste à taper Amnesty International, puis cliquer.

Qui a commandé le rapport d'Amnesty International sur la Syrie ? (12.04) (Auteur Tardieu J-C)

http://www.luttedeclasser.org/dossier44/Syrie_rapport_Amnesty_International_12022017.pdf

Lu.

Pour les États-Unis de Trump, il faut opérer un changement des élites européennes, ce qui n'implique ni la démocratie, ni même le retour à la souveraineté des États européens, mais leur soumission à la nouvelle ligne américaine.

Le gouvernement global américain a perdu le contrôle sur les territoires du Monde global, car les élites globalistes locales sont allées trop loin. Il faut remettre de l'ordre, sinon c'est tout le système globaliste qui risque de s'effondrer. Cela, les Américains ne peuvent pas se le permettre.

Le constat d'échec des élites globalistes radicales est juste, parfaitement énoncé et argumenté. L'immigration de masse constitue un danger réel à plusieurs niveaux : c'est un danger civilisationnel, car il est impossible d'intégrer une telle quantité de personnes ayant une autre culture ; un danger politique, car ces gens ont fondamentalement une autre Patrie, ou n'en ont

finalement plus ; économique, car il s'agit en général de l'importation massive d'une main-d'œuvre à faible compétence ; social, puisque la cohésion de la société est rompue et que l'on se dirige vers le modèle américain des ghettos ethniques et de leurs conflits.

S'il serait naïf de penser que cette Stratégie américaine entraîne un retour aux États souverains et à une société des Nations, elle soulève une question fondamentale : le système de Globalisation est-il réellement réformable ? Peut-il fonctionner sans tous ces cultes qui ont permis son hégémonie ?

Comme le souligne avec justesse l'homme d'État russe Andreï Ilnitsky : « *La nouvelle "Stratégie de sécurité nationale américaine" signée par Trump est une bombe à retardement, qui pourrait faire exploser l'ordre mondial actuel. Ou pire, exploser sous Trump lui-même ! Cette stratégie fixe la dégradation civilisationnelle de l'Europe. Les États-Unis de Trump ne veulent rien avoir à faire avec cette Europe.* »

Le danger sous-jacent est réel. Remettre en cause ce système d'anti-valeurs, qui soutient la Globalisation, peut entraîner un renforcement des pays. Les peuples, dégrisés, peuvent ne pas jouer le jeu et refuser de soutenir de nouvelles élites, toujours globalistes, mais « *trumpiennes compatibles* ». Ils pourraient avoir une envie irrésistible de liberté, de souveraineté, d'un véritable État fort, ce qui commence déjà à se faire sentir.

Alors les critiques apportées par l'administration Trump aux élites radicales globalistes actuelles en Europe pourront leur être retournées : respectez la volonté populaire, respectez la liberté, même lorsqu'elles ne vous sont pas favorables. Et nous pouvons fortement douter de la volonté de ces élites dirigeantes américaines à se suicider collectivement. Trump sera-t-il le Gorbatchev de la Globalisation ? C'est tout ce que l'on peut espérer. (Karine Bechet - RT 9 déc. 2025)

J-C – On pourrait aussi l'espérer, je veux dire à notre manière, l'explosion de l'économie mondiale offrirait une opportunité à la révolution socialiste mondiale. Encore faudrait-il qu'on soit capable de la saisir, or, aujourd'hui ou demain ce serait très mal barré, puisqu'on n'a même pas l'embryon d'un parti ouvrier révolutionnaire qui aurait adopté cette analyse politique...

Fanatisme va-t-en-guerre. Stratégie de la peur. Le secrétaire général de l'OTAN est en rut !

J-C – Heureusement encore que ce genre de dingue ne détient pas le pouvoir. Cela vaut pour Macron et ses acolytes britannique et allemand.

Rutte appelle «se préparer à une guerre d'ampleur, comme celle qu'ont connue nos grands-parents» - RT 11 déc. 2025

Le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, a fait une série de déclarations d'une grande virulence ce 11 décembre à Berlin. Devant les participants d'un événement organisé par la Conférence de Munich sur la sécurité, il a affirmé que l'Europe devait se préparer à « *une guerre d'une grande ampleur comme celle que nos grands-parents ont connue* ». Il a également martelé sans aucune preuve que l'OTAN serait « *la prochaine cible de la Russie* ».

Ces propos s'inscrivent dans une stratégie occidentale délibérée de dramatisation. « *Nous sommes déjà en danger. Lorsque je suis devenu secrétaire général de l'OTAN l'an dernier, j'ai averti que ce qui se passe en Ukraine pourrait aussi arriver à des pays membres. Nous devons adopter une*

mentalité de temps de guerre », a-t-il ajouté. L'ancien Premier ministre néerlandais en appelle à une mobilisation immédiate, exhortant les membres de l'Alliance à augmenter massivement leurs budgets militaires et à intensifier leur soutien à l'Ukraine.

Pour Rutte, le seul rempart face à ce qu'il présente comme une menace russe imminente, c'est l'OTAN. « *Ce qui nous sépare des sirènes d'alarme en Ukraine, ce sont les forces de l'OTAN* », affirme-t-il encore. Il évoque également une Russie « *au sommet de sa puissance* », capable de produire chaque année « *des milliers de drones d'attaque et de missiles de croisière* ». RT 11 déc. 2025

Cette rhétorique belliqueuse trouve un écho encore plus direct dans les propos de certains officiers occidentaux. Le général polonais Jaroslaw Gromadzinski a ainsi ouvertement menacé l'enclave russe de Kaliningrad : « *Si nous devons le faire, nous le ferons avec détermination : à 300 km, nous brûlerons tout ; à 900 km, nous mettrons le feu* », a-t-il déclaré. Il a même évoqué l'utilisation de systèmes HIMARS américains pour mener des frappes en profondeur sur le territoire russe.

L'argument de la « *dissuasion* » sert désormais à couvrir une militarisation rapide et assumée.

Dans cette même dynamique, Mark Rutte a accusé la Chine de soutenir la Russie, qualifiant Pékin de « *bouée de sauvetage* » de Moscou. Il a également lancé cette phrase : « *Si vous ne voulez pas parler russe, il faut investir massivement dans la défense* ». L'objectif est clair : imposer une lecture idéologique du conflit et légitimer l'extension continue des budgets militaires européens.

Face à cette agitation occidentale, la Russie adopte un ton cohérent. Le président Vladimir Poutine a rappelé une nouvelle fois, le 27 novembre, que « *la Russie ne s'est jamais préparée à attaquer l'Europe* » et a qualifié les propos de l'OTAN de « *pure absurdité* ». Il a même proposé d'inscrire par écrit l'absence de toute intention agressive de la part de Moscou.

Cette proposition a été réaffirmée par le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, le 11 décembre, lors d'une rencontre diplomatique à Moscou. Il a affirmé que « *la Russie ne nourrit aucun plan agressif envers les membres de l'OTAN ni de l'Union européenne* » et s'est dit prêt à « *inscrire ces garanties dans un document juridique officiel* », sur une base collective et réciproque.

Au Kremlin, on dénonce une instrumentalisation de la peur visant à justifier l'augmentation des budgets militaires occidentaux. Vladimir Poutine évoque des dirigeants qui « *soit ne sont pas dans leur état normal, soit cherchent à en tirer profit* », en servant les intérêts des lobbies militaro-industriels ou en poursuivant des objectifs politiques internes. Le président russe souligne également que ces discours alarmistes servent à détourner l'attention des graves problèmes sociaux et économiques qui touchent les pays européens, incapables de répondre aux besoins de leur propre population.

Quel aveu : « *Trop souvent, les réseaux sociaux ne sont pas sociaux du tout* » ! Sans blague !

L'Australie interdit les réseaux sociaux aux moins de 16 ans : une première mondiale – RT 9 déc. 2025

À partir du 10 décembre, les principaux réseaux sociaux sont tenus de bloquer l'accès aux utilisateurs australiens âgés de moins de 16 ans. Facebook, Instagram, TikTok, YouTube ou encore

Snapchat doivent supprimer les comptes existants de cette tranche d'âge et empêcher l'ouverture de nouveaux profils.

Cette loi sans précédent s'applique à dix grandes plateformes numériques. En cas de non-respect, les entreprises s'exposent à des amendes pouvant atteindre 49,5 millions de dollars australiens (environ 33 millions de dollars américains). Pour éviter ces sanctions, elles doivent démontrer qu'elles prennent des « *mesures raisonnables* » : analyse faciale par selfie, vérification de documents officiels ou identification via comptes bancaires.

D'après Reuters, toutes les plateformes concernées ont accepté de se conformer à la nouvelle législation, à l'exception de X (anciennement Twitter). Meta, propriétaire de Facebook et Instagram, a d'ailleurs commencé à désactiver les comptes suspects dès le 4 décembre.

Du côté du gouvernement, la justification est claire. Le Premier ministre Anthony Albanese a affirmé que l'objectif est de protéger les enfants des « *algorithmes prédateurs* », sources d'intimidation, de pression sociale ou de contenus violents. « *Trop souvent, les réseaux sociaux ne sont pas sociaux du tout* », a-t-il déclaré. (La télévision pas davantage, non ? – J-C)

Plusieurs critiques portent aussi sur l'aspect technique. Les entreprises dénoncent une loi jugée floue, difficile à appliquer, et qui pourrait être contournée facilement grâce à des VPN ou d'autres outils numériques. Certaines plateformes estiment également qu'elles ne tirent que peu de revenus publicitaires des utilisateurs mineurs, et que la véritable perte concerne le futur réservoir d'utilisateurs.

Le gouvernement reconnaît que le dispositif n'est pas parfait. Mais pour Anthony Albanese, l'essentiel est d'envoyer un message fort. Il compare cette mesure à l'instauration d'un âge légal pour la consommation d'alcool. « *Le message est à 100 % clair* », affirme-t-il.

Selon les données officielles, 86 % des enfants australiens de 8 à 15 ans utilisaient les réseaux sociaux avant l'interdiction. Certaines plateformes comme Roblox, Pinterest, WhatsApp ou YouTube Kids ne sont pas encore concernées, mais leur statut pourrait évoluer prochainement.

On est gouverné par des sadiques.

J-C- Ils ont poussé les jeunes à devenir dépendants des réseaux dits sociaux (et autres saloperies de jeux vidéo) ou ils les ont délibérément laissé tomber dans ce piège, ce qui revient au même, pour ensuite leur en interdire l'accès ou l'usage. Notez bien que c'est une constante chez eux, avec l'alcool, le tabac, la vitesse, le sexe, etc.

Ils autorisent la mise sur le marché un tas de produits ou de services qui portent atteinte au bien-être de la population, puis, ils en réduisent l'accès ou les suppriment tout aussi arbitrairement, alors qu'il aurait suffi dès le départ à en interdire la commercialisation, de sorte que personne ne s'y serait habitué ou tout le monde pourrait s'en passer sans être frustré.

France : Macron annonce une loi pour interdire les réseaux sociaux aux moins de «15 ou 16 ans» - RT 10 déc. 2025

« Dans les prochaines semaines, on va imposer aux réseaux sociaux la vérification de l'âge, et en dessous de cet âge, il ne pourra pas y avoir d'accès aux réseaux sociaux », a déclaré ce 10 décembre Emmanuel Macron, lors d'un débat avec des lecteurs du quotidien Ouest-France à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine). « C'est la seule manière de protéger », a justifié le président français quant à la mise en place de cette « majorité numérique ». Une interdiction qui s'appliquerait, a-t-il précisé, avant « 15 ou 16 ans ».

J-C – Je rappelle que jamais je ne soutiendrai une mesure ou une loi proposée par Macron ou un de ses semblables, même si devait profiter à 100% aux travailleurs, parce que ce serait cautionner son régime et le légitimer à la tête de l'Etat ou légitimer le reste de son programme réactionnaire.

L'idéologie totalitaire du Green New Deal n'est pas morte. Quand est-ce qu'on abat ce régime?

Dermatose nodulaire : la ferme ariégeoise bloquée par des manifestants a été évacuée - franceinfo.fr 12 décembre 2025

Les gendarmes ont atteint et sécurisé la ferme des Bordes-sur-Arize, en Ariège, jeudi 11 décembre vers 23h, rapportent le journaliste d'ICI (ex-France Bleu), qui était présent sur place, et la préfecture de l'Ariège dans un communiqué. Le site était bloqué par près de 400 manifestants, qui s'opposent à l'abattage des 207 vaches de l'exploitant, ordonné par les autorités après la découverte d'un cas de dermatose nodulaire contagieuse dans le cheptel, mardi 9 décembre.

La ministre de l'Agriculture défend l'abattage des troupeaux contaminés. "Il faut éradiquer cette maladie, sans quoi elle peut causer la mort de 10% du cheptel français", a assuré Annie Genevard vendredi. franceinfo.fr 12 décembre 2025

La dermatose nodulaire contagieuse (DNC).

Lu.

La France applique mécaniquement le protocole européen : vaccination en zone touchée ; interdictions de mouvements ; abattage total dès qu'un cas apparaît. L'abattage total n'est pas exigé par les textes de l'UE (Vidéo CR).

Cette approche, pensée pour une maladie alors peu connue en Europe, apparaît aujourd'hui déconnectée de toutes données de terrain : les vaccins fonctionnent (? - J-C), les mortalités restent inexistantes (Très faibles, c'est peut-être plus juste. - J-C), et la transmission semble pouvoir être contrôlée autrement que par la destruction complète des troupeaux. La maladie ne se transmet pas par contact direct entre animaux mais uniquement par un insecte piqueur (dans l'heure qui suit la piqure).

Le point sur la dermatose nodulaire des vaches en France en 2025 : la maladie, l'abattage, la vaccination

<https://www.aimsib.org/2025/08/24/le-point-sur-la-dermatose-nodulaire-des-vaches-en-france-en-2025-la-maladie-labattage-la-vaccination/>

La maladie : elle est apparue en 1929 en Zambie, elle est aujourd'hui endémique en Afrique, au Maghreb (sauf au Maroc) et au Moyen-Orient. Récemment elle a atteint l'Asie et l'Inde et en 2025 l'Italie et la France pour la première fois. La morbidité est variable selon les races et le lieu et la létalité est faible en général. La maladie est due à un poxvirus transmis principalement par des insectes vecteurs de différentes espèces. C'est l'explication admise actuellement pour l'arrivée en Italie (depuis le Maghreb) et en France (depuis l'Italie).

Traitements : ils ne sont pas préconisés en Europe mais pratiqués en Inde (analgésiques, anti-inflammatoires, antibiotiques, ivermectine et médecine traditionnelle).

Prévention de la propagation : Les règlements européens semblent contradictoires et les experts ne semblent pas préconiser l'abattage des animaux sains. La surveillance clinique des troupeaux et le contrôle strict des mouvements d'animaux vivants associés à la vaccination seraient donc le moyen de contrôler la maladie.

La vaccination semble être la solution à moyen terme pour limiter les conséquences économiques de la LSD mais elle est incapable d'éradiquer la maladie ; elle peut seulement la contenir. Elle est pratiquée avec un virus vivant atténué et nécessite une atténuation équilibrée : une forte atténuation la rend inefficace, et une trop faible provoque des effets indésirables graves tels qu'avortement et décès. Aucun vaccin n'a d'AMM en Europe. La vaccination des animaux déjà infectés (même asymptomatiques) est à proscrire en raison d'un risque de maladie aggravée. En France il y a déjà eu abattage de troupeaux récemment vaccinés. On ne connaît pas les conséquences à long terme de la recombinaison entre souches vaccinales et souches sauvages ni le devenir de ces souches recombinantes qui semblent prendre le pas en Asie sur la souche sauvage.

Aspects économiques : La maladie entraîne une baisse de la production de lait, des pertes de poids, une infertilité possible. La France exporte de nombreux bovins vivants et des sous-produits ainsi que du matériel génétique. Les zones ou États déclarés infectés par la DNC ne peuvent plus exporter (ou avec des contraintes difficilement acceptables du point de vue économique). Le statut de région ou d'État indemne ne peut être conservé que si aucun cas n'est recensé ni aucune vaccination entreprise. La logique actuelle du gouvernement est donc l'abattage total pour éviter la vaccination généralisée. D'un point de vue économique, il est impossible de laisser se développer la maladie afin que les troupeaux domestiques acquièrent une immunité naturelle ; mais ce serait pourtant la solution à long terme.

Traitement de soutien

J-C – Eh oui, ils existent en Inde notamment et ils sont efficaces, qui le sait en France ?

Les antibiotiques pour l'infection bactérienne secondaire, et un traitement anti-inflammatoire sont recommandés (Akther).

L'ivermectine est active in vitro (Toker, 2022) et sur des lapins infectés expérimentalement (Rida, 2024). Selon le Pr Shridhar, 2022, vétérinaire au Karnataka, le traitement de soutien peut être administré : antibiotiques contre les infections cutanées secondaires et la pneumonie, ainsi que certains médicaments anti-inflammatoires, complexe de vitamines B, propolis, ivermectine en prophylaxie, plantes et huiles essentielles.

Selon Smriti, 2023, le méloxicam (AINS) en IM associé à l'oxytétracycline, à l'ivermectine et au belamyl (complexe B) ont soigné des vaches atteintes de LSD. Après 24 heures de traitement la fièvre a disparu, et après dix jours de traitement les animaux ont retrouvé leur appétit normal. Après quatorze jours, les animaux se sont complètement rétablis, sans aucune lésion nodulaire sur le corps.

Lors de l'épidémie de 2016-2017 en Hongrie, aucun abattage n'avait été pratiqué et le groupe d'experts avait donné les justifications suivantes : cette mesure s'était montrée inefficace dans d'autres États membres...

Le LSDV est un poxvirus, de la même famille que celui de la variole humaine (éradiquée en 1979). La vaccination en période d'épidémie de variole humaine a donné des résultats très contestables par le passé. Un article de 1928 publié dans le BMJ compare le taux de létalité de la variole chez les vaccinés et les non-vaccinés. Chaque année entre 1923 et 1926 le taux de létalité chez les plus de 15 ans est plus élevé chez les vaccinés. Le taux est de 0,3% chez les vaccinés et de 0,06% chez les non vaccinés. Il s'agissait à cette époque de variole peu grave « *mild smallpox* » (Garrow 1928). Il semble que la vaccination ait eu lieu pendant une épidémie de variole comme ce qui était pratiqué pendant toutes les épidémies en Angleterre. Cinquante pour cent des encéphalopathies se produisaient chez des adultes revaccinés lors d'une épidémie [la revaccination par un virus vivant en présence du virus sauvage peut donc être rendue responsable d'une maladie plus grave ; la durée de protection conférée par la vaccination est de quelques années, CDC, octobre 2024, <https://www.cdc.gov/smallpox/vaccines/index.html>]. L'auteur de cet article de 1964 (BMJ, 1964) affirme que la vaccination en pleine épidémie est une mesure de panique et doit être condamnée. C'est ce qu'expliquait également en 1889 Alfred R. Wallace, le co-auteur de la théorie de l'Évolution (Wallace, 1889). Par ailleurs, dans des modèles animaux, aucun avantage significatif de survie à la vaccination post-exposition n'a été observé à l'aide de modèles d'infection soit MPXV (monkeypoxvirus) chez les singes ou VACV (virus de la vaccine) chez la souris (Samuelsson, 2008).

Parole d'internaute.

1- Une maladie politique où on ne laisse même pas le temps de voir comment cette maladie bénigne évolue en isolant les animaux malades.

On préfère donc tout tuer, même vacciné, c'est dire, plutôt que de faire de la recherche, de l'observation.

Car que voit-on dans des fermes qui résistent ? Que la maladie n'est pas aussi contagieuse qu'on le dit et certaines analyses faites sur des animaux reviennent positives, et ces animaux sont cliniquement sains.

Dans cette folie d'extermination du troupeau et au nom de la rentabilité à tout prix, il n'y même plus de place pour la vraie science et la vraie médecine vétérinaire.

2- La DNC n'est pas transmissible à l'homme, peut se transmettre à un bovin seulement par contact "*direct*" avec un autre bovin. Pas compliqué d'isoler le ou les animaux contaminés, vaccinés la plupart du temps avec donc la possibilité d'une rémission.

Ces abattages de masse sont inutiles, en plus que d'être violents et humiliants.

Le pays du "pauv'con" et des "sales connes" honore les malfaiteurs comme les pédophiles.

« On t'aime » : bain de foule et serrages de mains pour la première séance de dédicaces de Nicolas Sarkozy - Paris Match 10 décembre 2025

J-C – Cela se passait dans le 16^{ème} arrondissement de Paris, le quartier général de la mafia ou du crime organisé en France. Si vous voulez vous faire vomir, lisez l'article en entier :

https://www.parismatch.com/actu/politique/on-taime-bain-de-foule-et-serrages-de-mains-pour-la-premiere-seance-de-dedicaces-de-nicolas-sarkozy-261433?at_medium=affiliate&at_campaign=Yahoo

On ne touche pas à un protégé de sayanim.

La porte-parole du gouvernement appelle à laisser Brigitte Macron "tranquille" - BFMTV 10 décembre 2025

Samedi soir, quatre militantes du collectif féministe #NousToutes, portant des masques à l'effigie d'Ary Abittan avec la mention "violeur", ont interrompu son spectacle dans la salle parisienne des Folies Bergère.

Le lendemain de cette interruption, dimanche, Brigitte Macron est allée voir sa représentation parisienne, où elle a été filmée lui apportant son soutien en coulisses.

"J'ai peur", lui dit-il. "S'il y a des sales connes on va les foutre dehors", lui répond Brigitte Macron, en riant. "Surtout des bandits masqués", ajoute-t-elle. L'avocate de l'humoriste Ary Abittan a rappelé mardi qu'il était "innocent" aux yeux de la justice.

La jeune femme, qui fréquentait le comédien depuis deux mois au moment des faits reprochés, l'accuse de lui avoir imposé une sodomie lors d'une soirée chez lui, le 30 octobre 2021. Agée de 23 ans à l'époque, elle avait porté plainte le lendemain matin, et des lésions ont été constatées médicalement, compatibles avec un rapport sexuel anal. Placé en garde à vue le lendemain matin, Ary Abittan avait été mis en examen pour viol.

Au cours de la procédure, la jeune femme avait décrit l'acteur comme « obsédé » par la pratique de la sodomie mais précisé qu'il avait, jusqu'alors, toujours accepté son refus.

En juillet 2023, les deux juges d'instruction avaient levé les charges visant Ary Abittan, faute « d'indices graves ou concordants ». Elles soulignaient notamment les témoignages d'anciennes petites amies d'Ary Abittan décrivant « un partenaire respectueux » ainsi que des expertises psychiatriques et psychologiques écartant « une sexualité déviante ou de pulsions sexuelles agressives ».

Le parquet de Paris et les juges avaient aussi estimé que les déclarations de la plaignante sur le soir des faits avaient « évolué » et qu'une partie de celles-ci étaient « contredites » par l'enquête. Au final, « une certaine équivocité » de la plaignante avait été retenue « dans la conduite et les signaux » envoyés à l'acteur. (Le Nouvel Obs avec AFP 30 janvier 2025)

Maud Bregeon, interviewée sur France 2, a jugé que *"ce qui est gravissime"*, c'est que ces femmes aient tenté d'interrompre la représentation *"de quelqu'un qui avait bénéficié d'un non-lieu"*.

"Qu'est-ce que ça signifie? Ça signifie qu'au fond, la décision de justice n'aurait plus aucune importance", a-t-elle dit. *"Du reste, Brigitte Macron a parlé avec spontanéité. C'était dans un cadre privé et sur un sujet encore une fois, sur lequel on ne peut lui faire aucun reproche"*, a-t-elle ajouté.

"Qu'on laisse Brigitte Macron tranquille", a déclaré la porte-parole, qui appartient au parti macroniste Renaissance. BFMTV 10 décembre 2025

Brigitte Macron dérape et traite de «sales connes» des féministes qui s'en prennent à un humoriste - RT 9 déc. 2025

Brigitte Macron a qualifié de *"sales connes"* les militantes de Nous Toutes ayant interrompu le spectacle d'Ary Abittan.

Le comédien et humoriste de 51 ans a été accusé de viol en octobre 2021, mis en examen et placé sous contrôle judiciaire mais a bénéficié d'un non-lieu en avril 2024. Cette décision a été confirmée en appel en janvier 2025.

La rencontre chaleureuse de la Première dame et du comédien, filmée par *Paris Match*, a révolté certains internautes.

Beaucoup ont donc du mal à comprendre le choix de la Première dame, venue soutenir publiquement l'humoriste. *Femme Actuelle* 8 décembre 2025

Le site de l'hebdomadaire *people* avait publié lundi une vidéo montrant Brigitte Macron en train de qualifier de *"sales connes"* des militantes féministes ayant interrompu samedi 6 décembre le spectacle d'Ary Abittan. Une vidéo qui a depuis été supprimée, après avoir été largement relayée. *Puremédias* 9 décembre 2025

Marine Tondelier (EELV) a dénoncé des propos *« gravissimes »*. Manon Aubry (LFI) a accusé le couple Macron d'avoir trahi une *« grande cause du quinquennat »*. RT 9 déc. 2025 (Ce qui signifie qu'elle comptait sur *« le couple Macron »* pour défendre une *« grande cause »*, peu importe quoi en fait, elle n'a pas voté Macron par hasard ! – J-C)

"Mood #saleconne", a ainsi sobrement publié la députée EELV Sandrine Rousseau sur BlueSky. *"Brigitte Macron peut désapprouver les méthodes des manifestantes, mais pas tenir des propos sexistes et insultants de la sorte"*, a dénoncé sur BFMTV lundi soir Manuel Bompard.

J-C - Ils sont passés à côté de l'essentiel.

Si un obsédé ou un pervers sexuel est juif et bénéficie de connaissances en haut lieu, il sera intouchable.

Un non-lieu prouve-t-il l'innocence de l'accusé ?

Un non-lieu est une décision judiciaire prise par ordonnance du juge d'instruction qui entraîne l'abandon des poursuites mais aussi la fin de l'enquête et de l'instruction. Cela signifie donc qu'aucun procès n'aura lieu. Cette décision peut être motivée par l'absence d'indices graves ou

concordants, et donc de preuves suffisantes à l'encontre de l'accusé. Cela peut aussi être prononcé lorsque ce dernier est reconnu irresponsable pénalement ou lors d'une prescription des faits. Le non-lieu dont a bénéficié Ary Abittan ne signifie pas que son innocence a été reconnue. Il ne doit pas être confondu avec une relaxe ou un acquittement, qui sont prononcés après un procès. Ce sont les seules décisions qui permettent de reconnaître qu'une personne est innocente d'un délit ou d'un crime. (RTL avec AFP : 10/12/2025)

Qui est Ary Abittan ?

Pas n'importe qui, c'est un juif séfarade pris en charge par des juifs ashkénazes célèbres, lisez la suite. Dans quel milieu a-t-il évolué et sans lequel on n'aurait jamais entendu parler de lui ? Les Sayanim, le réseau de citoyens juifs de la diaspora qui offrent une aide ponctuelle, souvent logistique ou d'information, au Mossad notamment. Parmi les personnalités qui l'ont aidé dans sa carrière ou qui lui ont fourni du travail figurent des ordures de sionistes bien connus, dont Enrico Macias et Arthur, mais aussi Gad Elmaleh, Élie Semoun, Nagui.

Manuel Valls venu assisté à ce spectacle, a lui aussi été photographié dans les coulisses des Folies Bergères en compagnie de Brigitte Macron et Ary Abittan. Le HuffPost 11 décembre 2025

Totalitarisme. Quand les élections aux suffrages universels sont devenues les instruments de régimes despotiques. Boycott !

Sondage. Près de deux Français sur trois favorables à un barrage contre LFI aux municipales 2026 - BFMTV 10 décembre 2025

En 2026, La France insoumise compte présenter un candidat dans toutes les villes de plus de 100.000 habitants.

Les candidats de La France insoumise aux élections municipales 2026 n'auront pas la partie facile. Selon un sondage "*Opinion en direct*" de l'institut Elabe pour BFMTV publié ce mercredi 10 décembre, près de deux Français sur trois souhaitent un barrage contre les candidats LFI qualifiés au second tour de ce scrutin local.

Quand les médias votent Zelensky.

Ukraine : qui remporterait la présidentielle si elle avait lieu aujourd'hui ? - Euronews 10 décembre 2025

Selon un autre sondage réalisé par Info Sapiens et publié mardi, 20,3 % des Ukrainiens voteraient pour Volodymyr Zelensky lors d'une prochaine élection présidentielle.

Bien que cela représente un changement radical par rapport aux 73 % de votes en 2019, il reste le candidat le plus populaire et gagnerait la présidentielle si elle devait avoir lieu, selon ce sondage.

12% : "Un succès marquant" !

États-Unis : Les démocrates remportent cette grande ville, une première en 28 ans - Le HuffPost 10 décembre 2025

Un succès marquant pour les démocrates. La candidate Eileen Higgins a remporté ce mardi 9 décembre la mairie de Miami. C'est la première fois en 28 ans que les démocrates remportent ces élections dans la capitale financière de la Floride. L'État a voté majoritairement pour Donald Trump lors des trois dernières élections présidentielles.

Eileen Higgins a remporté 60 % des suffrages face au candidat républicain Emilio T. Gonzalez soutenu par Donald Trump, selon les projections de CNN et du quotidien Miami Herald.

Son élection a été marquée par un taux de participation de 20 % seulement, dans une ville comportant une large population d'origine cubaine, traditionnellement acquise aux républicains.

France.

En famille contre la Sécurité sociale. Suite.

Sébastien Lecornu réussit à faire voter le budget de la Sécurité sociale à l'Assemblée - Le HuffPost 10 décembre 2025

Un soulagement pour Matignon. Au cours d'un scrutin annoncé comme particulièrement serré, les députés ont adopté, ce mardi 9 décembre lors d'un vote solennel à l'Assemblée nationale, le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS). Le gouvernement l'a emporté à six voix près : alors que la majorité était fixée à 241 voix, 247 élus ont voté en faveur du texte. 234 ont voté contre. 93 députés se sont abstenus.

Entre soutien discipliné de la majorité présidentielle, ralliement stratégique des socialistes, abstentions massives à droite comme chez les écologistes, et rejet frontal de l'extrême droite et de La France insoumise, le scrutin a illustré un paysage politique en recomposition.

Depuis des semaines, Sébastien Lecornu pesait de tout son poids pour arracher un compromis parlementaire sur le PLFSS. Un pari réussi grâce notamment à l'abstention chez Horizons et les écologistes. Les LR eux se sont divisés entre pour (18) et abstentionnistes (28), alors que PS, MoDem et EPR ont massivement voté en faveur du texte.

En famille pour la guerre.

L'Assemblée approuve massivement la déclaration du gouvernement en faveur d'une hausse du budget de la défense lors d'un vote symbolique - Franceinfo 11 décembre 2025

Les députés ont massivement approuvé, mercredi 10 décembre, le principe d'une hausse du budget de la défense (de 6,7 milliards d'euros), dans un vote symbolique à l'instigation du Premier ministre Sébastien Lecornu.

Une hausse plébiscitée : 411 députés ont voté pour (camp présidentiel, alliance RN-UDR, PS et indépendants de Liot) et seulement 88 contre (LFI et PCF).

Palestine occupée.

L'Islande annonce boycotter l'Eurovision 2026, après le feu vert donné à la participation d'Israël - BFMTV 10 décembre 2025

L'Islande boycotte à son tour l'Eurovision. Après la confirmation, la semaine dernière, de la participation d'Israël au concours, il s'agit du cinquième pays à annoncer qu'il n'ira pas à Vienne, en Autriche, en mai prochain.

Eurovision: Nemo rend son trophée 2024 pour protester contre la participation d'Israël - AFP 12 décembre 2025

"L'Eurovision prétend défendre l'unité, l'inclusion et la dignité de tous (...) Mais la participation continue d'Israël, alors que la commission d'enquête internationale indépendante (mandatée par) l'ONU a conclu à un génocide, démontre un conflit évident entre ces idéaux et les décisions prises par" l'Union européenne de Radio-Télévision (UER), a déclaré le chanteur de 26 ans.

Pluies diluviennes et vents puissants ajoutent au chaos qui frappe Gaza - AFP 12 décembre 2025

Dès mercredi soir, la tempête Byron a balayé le territoire palestinien, bordé par la mer Méditerranée, inondant les campements de fortune et ajoutant à la détresse de la population.

A Zeitoun, le campement planté au milieu des décombres a des allures cauchemardesques, sous un ciel chargé de gros nuages gris et blancs.

Sous des trombes d'eau, l'océan de toile et de bâches s'est transformé en marécage. Tous les auvents dégoulinent à grosses gouttes.

Accroupis sur des briques posées dans la boue, un groupe d'enfants mangent à même des faitouts en métal devant l'ouverture d'un petit abri en plastique, en regardant le ciel s'abattre sur le quartier.

"La nuit dernière a été terrible pour nous et pour nos enfants à cause des fortes pluies et du froid, les enfants ont été trempés, les couvertures et les matelas aussi. Nous ne savions pas où aller", raconte à l'AFP Souad Mouslim, qui vit sous une tente avec sa famille.

"Donnez-nous une tente décente, des couvertures pour nos enfants, des vêtements à porter, je le jure, ils ont les pieds nus, ils n'ont pas de chaussures", implore-t-elle.

"Jusqu'à quand allons-nous rester comme ça? C'est injuste", dit-elle en élevant la voix pour couvrir le bruit des gouttes frappant la toile.

Selon un rapport de l'ONU, 761 sites, abritant environ 850.000 déplacés, présentent un risque élevé d'inondation dans la bande de Gaza.

Le territoire connaît généralement un épisode de fortes pluies en fin d'automne et en hiver, mais la dévastation massive due à la guerre l'a rendu plus vulnérable.

"*La situation est désespérée*", résume Chourouk Mouslim, une déplacée originaire de Beit Lahia, dans le nord de Gaza, elle aussi sous une tente à al-Zawaida.

"*Nous ne pouvons même pas sortir pour allumer un feu*" pour cuisiner ou se chauffer, déplore-t-elle, avant d'ajouter qu'elle n'a de toutes les manières ni bois, ni gaz.

Dans ce territoire dont les frontières sont fermées, où l'aide humanitaire arrive en quantité insuffisante selon l'ONU, malgré l'entrée en vigueur d'une trêve le 10 octobre, les pénuries empêchent une population déjà démunie de faire face à ce nouveau problème.

Ukraine.

Zelensky ouvre la voie à un référendum pour la question des concessions territoriales - RT 11 déc. 2025

Volodymyr Zelensky a évoqué, pour la première fois ce 11 décembre, la possible tenue d'un « *référendum national* » sur le sort des territoires impliqués dans le conflit avec la Russie. Cette consultation est présentée comme nécessaire alors que Kiev fait face à des exigences de plus en plus pressantes de la part de ses alliés occidentaux.

La forme que prendrait ce vote reste indéterminée, mais l'idée semble déjà servir à transférer au peuple la responsabilité d'éventuelles concessions. Zelensky estime que la décision doit être tranchée « *au format d'élections ou de référendum* », notamment concernant un retrait ukrainien des zones encore contrôlées dans le Donbass.

Officiellement, le président maintient la ligne dure : « *Nous restons là où nous sommes* ». Mais les déclarations récentes indiquent qu'une ouverture contrainte aux propositions occidentales est bel et bien en cours.

Un plan dicté par Washington et orienté vers des concessions

Les négociations en cours s'inscrivent dans le cadre du plan de paix défini par l'administration Trump avec Moscou, qui semble aujourd'hui piloter les grandes orientations stratégiques de Kiev.

Washington pousserait pour un retrait complet des forces ukrainiennes du Donbass, afin d'y instaurer une « *zone économique libre* » ou une zone démilitarisée. Si Zelensky affiche encore des réticences, affirmant que la RPD et la centrale de Zaporojié restent des points « *clés* », la pression s'intensifie.

Bloomberg confirme l'implication directe des États-Unis : selon Steve Witkoff, l'abandon par Kiev de ce qui reste du Donbass serait inévitable. Une version du plan américain prévoit la reconnaissance de la souveraineté russe sur la Crimée, la RPD et la RPL. Les lignes de front

actuelles deviendraient des frontières de facto dans les régions de Kherson et Zaporojié, avec un engagement à ne pas les modifier par la force.

À mesure que l'Ukraine perd le contrôle de ses propres décisions, la consultation populaire apparaît comme une sortie politique autant que symbolique, dans un processus dicté de l'extérieur. RT 11 déc. 2025

J-C - La Grande-Bretagne est déjà en guerre contre la Russie...

Le Royaume-Uni contraint de reconnaître la présence de ses troupes en Ukraine après la mort d'un soldat - RT 11 déc. 2025

La mort d'un soldat britannique en Ukraine a mis fin à des mois de spéculations. Pour la première fois, les autorités du Royaume-Uni ont reconnu avoir déployé sur place des militaires issus de leurs unités parachutistes. L'annonce est intervenue le 9 décembre, à la suite d'un communiqué du ministère britannique de la Défense confirmant un décès survenu lors d'un essai de système d'armement ukrainien. Les autorités parlent d'un « *tragique accident* ».

Selon *The Guardian*, le soldat tué est George Hooley, 28 ans, membre du régiment parachutiste. Jusqu'à présent, Londres reconnaissait seulement l'envoi d'un « *petit nombre* » de militaires, principalement chargés de la sécurité de l'ambassade à Kiev ou de formations techniques. La mort de ce militaire a contraint le gouvernement britannique à admettre officiellement la présence de troupes dans le pays.

Des forces spéciales déployées dans la discrétion

Plus de 100 soldats britanniques seraient actuellement présents en Ukraine. *The Guardian* indique que cette information était volontairement gardée secrète par Londres. L'incident aurait également coûté la vie à au moins quatre militaires ukrainiens.

D'après plusieurs sources, Hooley appartenait au premier bataillon du régiment, lié directement aux forces spéciales SAS et SBS. Il faisait partie d'un groupe de troupes britanniques opérant sur le terrain. RT 11 déc. 2025

La guerre «suicidaire» de Kiev contre la langue russe est une erreur, selon The Spectator - RT 9 déc. 2025

Le 3 décembre 2025, le Parlement ukrainien a adopté une loi excluant la langue russe de la protection prévue par la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires. Présentée comme un simple ajustement juridique, cette décision s'inscrit en réalité dans une politique de plus en plus agressive de Kiev contre les citoyens russophones.

Dans un article publié par le magazine britannique *The Spectator*, la professeur Anastasia Piliavskaïa, résidente à Odessa, dénonce une mesure « *suicidaire* » qui frappe des millions de personnes et confirme, selon elle, « *les avertissements lancés par Moscou* ». Loin de renforcer

l'unité nationale, cette stratégie « *fracture un pays déjà affaibli par le conflit* ». « *C'est une attaque contre des millions de citoyens, un acte d'automutilation nationale* », écrit-elle.

En plein conflit, souligne *The Spectator*, nourrir des divisions internes au lieu de rassembler la population ne relève plus de la politique, mais de l'irresponsabilité.

Odessa, théâtre d'une « *décolonisation* » forcée

Odessa, bastion historique de la culture russophone, subit de plein fouet cette campagne. Sous prétexte de « *décolonisation* », Kiev y mène une véritable épuration culturelle. Des auteurs comme Ilf et Petrov, Isaac Babel ou Ivan Bounine sont désormais qualifiés de « *propagandistes impériaux* », uniquement parce qu'ils écrivaient en russe. Même la statue du duc de Richelieu, figure emblématique de la ville, est remise en cause.

Ce climat pousse de nombreux habitants à faire profil bas. À Odessa, un historien critique de cette politique a été sanctionné et menacé de mesures disciplinaires. Selon Piliavskaïa, « *beaucoup préfèrent le silence par peur d'être traités de pro-russe* », et parlent désormais « *d'émigration intérieure* ».

Une langue encore bien vivante

Malgré les interdictions, la langue russe reste omniprésente dans la vie quotidienne. À Kiev, 66 % des élèves déclarent parler russe en classe, et 82 % pendant les pauses. Les dessins animés russophones dominent, et même les médias les plus nationalistes conservent des éditions en russe.

Le professeur Pavel Viktor, célèbre pour ses vidéos pédagogiques, a été violemment attaqué pour avoir déclaré qu'interdire à des enfants réfugiés de parler leur langue maternelle était inhumain. Soutenu par une large partie de la population, il incarne la résistance à une politique jugée oppressive.

Sur le front, des soldats ukrainiens continuent de parler russe. « *Pour eux, la langue russe n'est pas celle de l'ennemi, c'est simplement la leur* », note *The Spectator*.

Nouvelle affaire de corruption en Ukraine : des navires militaires déclassés vendus illégalement - RT 10 déc. 2025

Un nouveau dossier de corruption secoue l'Ukraine. Selon la police de Kiev, un chef de service au sein du ministère de la Défense a mis en place, avec deux collaborateurs de l'entreprise publique « *Ukrspetstorg* », une filière illégale de revente de navires militaires retirés du service. L'information a été révélée le 10 décembre par la police dans son canal Telegram.

Plutôt que de procéder à leur destruction, comme le prévoit la réglementation, les fonctionnaires impliqués ont volontairement reclassé les navires dans la catégorie la plus basse de ferraille. Cette manœuvre a permis de sous-évaluer leur prix, ouvrant la voie à un faux appel d'offres, dont le gagnant était désigné à l'avance. Selon l'Office du procureur général, la vente s'est faite à des tarifs dérisoires, au profit d'une entreprise complice.

Parmi les navires concernés figurent le petit pétrolier « *Fastov* » ainsi que les bateaux-pompes « *Bortchev* » et « *Eupatoria* », tous trois issus de la flotte navale ukrainienne. Les trois suspects font désormais face à des poursuites pour abus de pouvoir et détournement de biens publics.

Une corruption systémique qui s'étend à d'autres sphères de l'État

Ce scandale s'inscrit dans une série noire pour le régime de Kiev. La même semaine, l'opposition a dénoncé la construction défailante de fortifications militaires sous la supervision directe de Philippe Pronine, le chef du Service d'État de surveillance financière. Aucun des 14 ouvrages réalisés ne répond aux besoins du front, l'opposition dénonçant un acte de « *pillage* » plutôt qu'une simple négligence.

Etats-Unis.

Trump appelle l'Ukraine à retrouver les urnes et à renouer avec le choix démocratique - RT 9 déc. 2025

Le président américain Donald Trump a accordé, ce mardi 9 décembre, une interview à la journaliste d'origine ukrainienne Dacha Burns de *Politico*, dans laquelle il a détaillé sa perception du conflit en Ukraine, les perspectives de négociation, ainsi que la situation précaire dans laquelle se trouve actuellement l'Europe.

Interrogé sur la question de savoir si le moment était venu pour l'Ukraine d'organiser des élections présidentielles, il a affirmé qu'il était temps pour le pays de permettre à nouveau aux citoyens de faire leur choix : « *Oui, je le pense. Ça fait longtemps. La situation n'est pas très bonne. Oui, je crois qu'il est temps. Je pense que c'est un moment important pour organiser des élections. Ils utilisent la guerre pour empêcher ces élections, mais je pense que le peuple ukrainien doit avoir la possibilité du choix. [...] Ils parlent de démocratie, mais ils en arrivent à un point où ce n'est plus une démocratie du tout* ».

Axios : la Maison Blanche accroît la pression sur Zelensky autour de son plan de paix - RT 9 déc. 2025

L'administration du président américain Donald Trump exerce une pression croissante sur Volodymyr Zelensky afin qu'il accepte les termes du plan de paix élaboré à Washington pour mettre fin au conflit en Ukraine, selon plusieurs responsables ukrainiens, cités par Axios. D'après eux, la Maison Blanche cherche à isoler Zelensky de ses partenaires européens, estimant que cela faciliterait l'obtention de concessions rapides.

Les mêmes sources soulignent un décalage notable entre les positions américaines et européennes. Alors que Washington pousse Kiev à agir sans délai, les capitales européennes encouragent la « *prudence* » et une approche graduelle. Cette divergence irrite certains membres de l'équipe américaine, pour qui l'Europe constitue désormais l'obstacle principal à la conclusion d'un accord.

Le président ukrainien refuse de céder des territoires à la Russie - The Associated Press 10 décembre 2025

«Il est indéniable que la Russie insiste pour que nous cédions des territoires. Nous, clairement, ne voulons rien céder. C'est pour cela que nous nous battons», a indiqué M. Zelensky lors d'une conversation WhatsApp lundi soir, au cours de laquelle il a répondu aux questions des journalistes.

«Envisageons-nous de céder des territoires? La loi ne nous en donne pas le droit. Ni la loi ukrainienne, ni notre constitution, ni le droit international, et, pour être franc, nous n'en avons pas non plus le droit moral», a-t-il ajouté. The Associated Press 10 décembre 2025

J-C – De quel « *droit moral* » peut se revendiquer ce suppôt de nazis corrompu jusqu'à l'os ?

Lu.

En résumé, il semble que, comme Marco Rubio l'a déclaré, “[les États-Unis continuent] de tester pour voir si les Russes sont « intéressés par la paix ». Leurs actions – pas leurs paroles, leurs actions – détermineront s'ils sont sérieux ou pas, et nous [l'équipe Trump] avons l'intention de le découvrir le plus tôt possible ...”.

En fait, Witkoff a été envoyé à Moscou « pour tester encore une fois » (après un autre épisode d'escalade américain, avec quatre missiles à longue portée ATACM tirés « profondément en Russie » et l'imposition de nouvelles sanctions pétrolières) si Poutine était maintenant prêt à conclure un « accord » que Trump pourrait présenter comme une « réussite américaine ».

La « carotte » américaine est l'offre d'allègement progressif des sanctions (à la discrétion des États-Unis). Le « bâton » était représenté par les missiles lancés sur la Russie profonde — et plus de sanctions imposées aux compagnies pétrolières russes. Ces derniers étaient clairement conçus comme un « mémo » de ce qui pourrait suivre si Poutine n'acceptait pas un « accord ».

C'est le même « accord » qui a déjà été proposé à la Russie. Et voici le problème, Poutine ne veut tout simplement pas d'un « accord ». Ce sur quoi il insiste, c'est un traité juridiquement contraignant, comme il l'a répété à maintes reprises.

Poutine a souligné ostensiblement cette demande par le fait que Lavrov n'a pas participé à la réunion de Witkoff. C'était un signal clair donné par la Russie que les bases de véritables négociations n'étaient toujours pas en place. L'objectif de Poutine était d'expliquer – poliment et fermement – quelles sont les positions fondamentales de la Russie en ce qui concerne le règlement de la guerre en Ukraine.

Ces positions sont inchangées par rapport à celles que Poutine avait exposées le 14 juin 2024 dans son discours au personnel du ministère russe des Affaires étrangères.

Poutine a cependant envoyé son propre « message » à la Maison Blanche.

S'adressant aux journalistes à Bichkek, au Kirghizistan, jeudi dernier, Poutine a expliqué comment les négociations avec les États-Unis devraient – et doivent – être gérées. Il a déclaré que le ministre des Affaires étrangères Lavrov était responsable de la gestion des contacts et des négociations sur les conditions possibles pour mettre fin à la guerre en Ukraine, et qu'il s'appuyait sur les rapports de Lavrov issus de ces pourparlers, tout en évitant les discussions publiques sur des propositions spécifiques.

Alors, voilà. Poutine sent « *l'allumage* » venir de la part des États-Unis et ne lâche rien.

Il indique que le processus de négociation ne doit être mené que par des voies professionnelles, dans un format juridique et doté de personnel professionnel qui mèneront à un traité plutôt qu'à un « *accord* ».

Poutine renonce donc explicitement à « *un accord* ». Witkoff et Kushner avaient l'intention de chercher à obtenir des concessions de la Russie : ils cherchaient un cessez-le-feu temporaire (plutôt qu'un règlement contraignant), adouci par un allègement des sanctions qui serait progressif : c'est-à-dire comme des « *récompenses périodiques* » pour le bon comportement continu de la Russie (plutôt comme des rats dans un laboratoire entraînés à appuyer sur le bouton de la nourriture).

Pourquoi les États-Unis sont-ils si coincés sur un cessez-le-feu plutôt que sur un cadre de sécurité global comprenant une nouvelle architecture de sécurité pour l'Europe de l'Est ?

La réponse est que Trump veut une « *victoire* » – un résultat qui peut être présenté au public américain comme une autre guerre « *arrêtée par Trump* » (il prétend que ce serait la huitième), tout en étant simultanément vendu aux puissances profondes comme un simple hiatus dans un conflit qui reprendra après une pause – lorsque les Européens (« *garants de la sécurité* ») auront reconstruit l'armée ukrainienne. Cela représenterait une victoire pour les va-t-en-guerre car on pourra « *raconter* » que la reprise du conflit militaire rongera l'économie russe et pourrait même se terminer par la destitution de Poutine.

Un vœu pieux, bien sûr. Mais tant de récits occidentaux sont des vœux pieux plutôt que des pensées réalistes.

En bref, l'objectif global des « *points de discussion* » opaques et ambigus américains est de coincer Poutine et de lui faire oublier ses principes fondamentaux – tels que son insistance à éliminer les causes profondes du conflit, et pas seulement les symptômes. Nul part dans ce projet, ou dans des projets antérieurs, il n'y a la reconnaissance des causes profondes (expansion de l'OTAN et des emplacements de missiles), au-delà de la vague promesse d'un « *dialogue [qui] sera mené entre la Russie et l'OTAN, sous la médiation des États-Unis, pour résoudre tous les problèmes de sécurité et créer les conditions d'une désescalade, assurant ainsi la sécurité mondiale et augmentant les possibilités de coopération et de développement économique futur* ».

Le « *chien qui n'a pas aboyé de manière significative dans la nuit* » de Sherlock Holmes consiste en l'absence étrange de Rubio, qui est le secrétaire d'État officiel, et de l'homme qui, dans des circonstances normales, négocierait un traité légal et contraignant.

Au lieu de cela, nous avons un collègue new-yorkais dans l'immobilier de Trump et son gendre. Ni l'un ni l'autre ne sont des membres officiels de l'administration américaine ; ni l'un ni l'autre ne sont mandatés par les organes officiels de l'État américain pour négocier au nom des États-Unis. (Alastair Crooke - lesakerfrancophone.fr 5 décembre 2025)

La nouvelle stratégie de Trump pour l'Afrique - Yahoo news 11 décembre 2025

Selon un document publié le 4 décembre, les États-Unis entendent coopérer avec certains pays africains, afin de promouvoir des relations commerciales "*mutuellement avantageuses*", d'exploiter les ressources naturelles et le potentiel économique du continent africain.

Cela inclut le développement et le déploiement de l'énergie nucléaire, du gaz naturel liquéfié et l'accès aux matières premières comme les minéraux stratégiques.

D'après Robert Kappel, spécialiste de l'Afrique, le document américain souligne l'urgence de la situation pour le continent africain. "*Pour les pays, les gouvernements, la société civile et les entreprises africaines, les actions du président Trump constituent un véritable avertissement : sortez de toute dépendance*", explique-t-il.

Nouvelle perspective de développement?

Mais le projet de Donald Trump d'intégrer l'Afrique, principalement comme fournisseur de matières premières essentielles, à la politique américaine, offre-t-il réellement une nouvelle perspective de développement pour le continent ? L'économiste kényan James Shikwati en doute fortement, car les États-Unis privilégient une approche bilatérale.

Selon lui, "*il est évident que sa stratégie va à l'encontre des aspirations de l'Union africaine et des blocs économiques régionaux africains. Ces blocs ont pour objectif d'intégrer les économies des régions et de permettre à l'Afrique d'agir comme une seule entité*". Cette nouvelle approche américaine n'offre aucune perspective de renouveau au continent, ajoute James Shikwati. "*Au contraire, elle risque d'accroître le nombre de conflits, notamment ceux liés aux ressources*", conclut le chercheur qui pointe du doigt les "*puissances émergentes, les États du Golfe et même l'Union européenne, qui sont tout aussi intéressés par ces ressources*".

Une opportunité pour l'Afrique

Ahunna Eziakonwa, directrice du programme Afrique du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), considère le renforcement de la coopération économique comme une opportunité pour l'Afrique de se développer, à condition qu'il s'accompagne d'une aide au développement. Or, aucune aide au développement n'est actuellement visible en provenance des États-Unis : Trump l'a réduite, dès le début de son mandat, et a fermé l'agence américaine pour le développement, l'USAID.

Un tournant décisif pour l'Afrique

Daniel Silke, analyste économique indépendant en Afrique du Sud estime pour sa part que la stratégie américaine actuelle marque un tournant décisif dans la politique des États-Unis.

"*L'époque où de nombreux produits importés aux États-Unis bénéficiaient automatiquement des avantages de l'AGOA (African Growth and Opportunity Act) est révolue. Du moins pour l'instant*", affirme Daniel Silke.

Lancé en 2000, le programme commercial AGOA permettait à de nombreux pays africains d'exporter leurs produits vers le marché américain en franchise de droits. L'ancien président américain Barack Obama considérait l'AGOA comme un levier essentiel de la croissance

économique en Afrique et l'a prolongé de dix ans en 2015. Donald Trump a laissé le programme expirer fin septembre 2025. Un débat prévu ce mercredi à Washington pourrait décider d'une prolongation de trois ans. Cependant, la pérennité du partenariat, jusqu'ici important, avec l'Afrique du Sud est incertaine suite à la forte dégradation des relations bilatérales l'an dernier.

Selon Daniel Silke, interrogé par DW, la nouvelle politique étrangère de Trump pourrait inciter les pays africains à combler leur retard en matière de commerce par le biais de partenariats avec d'autres États. *"Ils pourraient également libéraliser leurs politiques intérieures, accélérer la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et s'efforcer de dynamiser les échanges commerciaux sur l'ensemble du continent. Ils ne pourraient plus dépendre des subventions et des avantages que les États-Unis et l'AGOA offraient auparavant"*, souligne Silke. La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) est entrée en vigueur en 2019, mais sa progression reste lente. Ce projet de l'Union africaine englobe désormais un vaste marché continental de plus de 1,3 milliard d'habitants, avec 54 États membres. La réduction des droits de douane et des formalités administratives vise à stimuler le développement industriel en Afrique.

Se libérer de la dépendance

Pour Robert Kappel, spécialiste de l'Afrique, le document américain impose à l'Afrique une tâche urgente : *"pour les pays, les gouvernements, la société civile et les entreprises africaines, les actions du président Trump constituent un véritable signal d'alarme : il est impératif de se libérer de toute dépendance. De l'Europe, de la Chine et de la Russie, mais aussi des États-Unis"*.

Un facteur crucial à ses yeux est la poursuite de l'industrialisation de l'Afrique. *"La mise en place de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), le renforcement de la coopération militaire et la recherche de partenaires stratégiques par les pays peuvent y contribuer"*, a déclaré Kappel à la DW. Il évoque une *"politique de la répression"* : le président Trump a souvent réagi par des insultes envers l'Afrique et les responsables politiques africains, et il *"déploie désormais tout l'arsenal de son programme"*, critique Kappel. Le message est clair : *"Fini les concessions"*. *"Trump est guidé par ses propres intérêts"*.

La géostratégie et l'Afrique jouent un rôle crucial pour les États-Unis, car leur principal ennemi, la Chine, y étend son influence. Si cette stratégie évoque également la possibilité d'une intervention dans la résolution des conflits, Kappel affirme que, même dans ce contexte, les matières premières restent la priorité absolue. La RDC illustre parfaitement la politique de puissance américaine : Trump joue le rôle de médiateur dans le conflit armé entre le Rwanda et la République démocratique du Congo. Les États-Unis ont négocié un accord de paix en juin 2025, mais les combats reprennent régulièrement dans l'est du Congo, riche en ressources naturelles. *"En réalité, il s'agit des matières premières du Congo, que les Américains sont ravis de contrôler, de produire et d'exporter. Comme toujours dans la politique de Trump, c'est l'intérêt personnel qui prime"*, déclare Kappel. D'après Kappel, les pays qui se sont opposés aux États-Unis, comme l'Afrique du Sud – qui a récemment adopté une déclaration finale lors du sommet du G20, contre la volonté des États-Unis absents – sont en train d'être démantelés. *"Les Chinois ont également renforcé leur présence militaire sur le continent, et les États-Unis estiment désormais devoir intervenir pour empêcher que l'Afrique ne tombe entre les mains de la Chine, de la Russie et des pays BRICS"*, explique Kappel. Washington entend accroître son aide militaire, précise-t-il, et évoque une *"course aux armements"* imminente.

J-C – Rien de changé en somme, c'est la manière de le présenter qui évolue !

Trump a raison, les puissances occidentales impérialistes en ont fait des « pays de merde » !

Parole d'internaute.

- Il faut remettre en perspective la situation somalienne: Fin des années 60, la Somalie est l'un des pays les plus avancés d'Afrique, avec l'une des meilleures éducations et un pays relativement riche, pour la région. Ca va être finalement l'une des cause du drame somalien, avec la prise de pouvoir de Siad Barre et ses proches qui vont mettre en place un régime corrompu, qui va durer 20 ans, principalement parce que les USA et les Occidentaux le soutiennent (face à l'Ethiopie soutenue par l'URSS). 20 ans, où les Occidentaux vont fermer les yeux sur la corruption, les meurtres de masse (génocide des Isaaq, destruction des villes d'Hargeisa et de Burao), les viols, etc... tout simplement parce que Siad Barre est vu comme un rempart contre le communisme et est un très bon client en matière d'armement: son projet de Grande Somalie nécessite une armée forte, pour laquelle il détourne quasiment tout le budget de l'Etat surtout après l'échec de la première de l'Ogaden en 1978 où l'armée somalienne souffre énormément.

Et quand Siad Barre est enfin chassé du pouvoir en 1991, après une guerre civile, les Occidentaux vont récupérer les exilés de sa clique et fonder un pseudo gouvernement en exil, non désiré par les Somaliens (qui a envie d'avoir comme président le ministre de l'Intérieur de Siad Barre qui a donné le go pour la destruction d'Hargeisa?) et vont participer à la déstabilisation du pays avec des soutiens militaires plus (le raid sur Mogadiscio de 1993, celui de la Chute du Faucon Noir, c'est pour remettre au pouvoir les ministres de Siad Barre) ou moins (soutien financier en milliards de dollars sur 20 ans) appuyés.

Résultat? Le Sud du pays est complètement détruit, les forces "gouvernementales" (en fait les anciens de la clique Siad Barre) tiennent la côte et pas grand-chose, les infrastructures sont lourdement impactées. Le Nord? Il a fait sécession, les Occidentaux s'en fichent pour l'instant et du coup, paradoxalement, il s'en sort mieux. Le Puntland, sans être un paradis, loin de là, c'est deux fois moins de pauvreté que la moyenne en Somalie et une autosuffisance alimentaire. Et un refus féroce de l'autorité des sudistes, parce que les Isaaq, Hargeisa, Burao, c'est au Nord et que ça n'a pas été oublié.

Donc Trump peut vitupérer contre la Somalie. Par contre son pays est complice, voire plus, de la situation en ayant participé à la destruction du pays tout au long de ces 40 dernières années.

Etats-Unis : « Déchets » venus de « pays de merde »... Trump s'en prend violemment aux migrants - 20 Minutes/AFP 11 décembre 2025

Mercredi soir, pendant un meeting en Pennsylvanie censé vanter sa politique économique, le président américain a repris très ouvertement cette expression qui avait fait scandale quand la presse l'avait rapportée pendant son premier mandat. « *Nous avons eu une réunion (avec des élus) et j'ai demandé "Pourquoi est-ce que nous ne prenons que des gens qui viennent de pays de merde ?". "Pourquoi ne pouvons-nous pas avoir des gens de Suède, de Norvège ?" »*, a rapporté Donald Trump.

« *Mais nous ne prenons que des gens de Somalie* », a poursuivi le dirigeant républicain. « *Des endroits calamiteux. Crasseux, sales, dégoûtants, gangrenés par la criminalité* ». Récemment, il avait qualifié les migrants somaliens de « *déchets* ». Ces propos « *sont une preuve de plus de son programme raciste* », a commenté sur X Ed Markey, sénateur de l'opposition démocrate. L' élu républicain Randy Fine a au contraire pris la défense de Donald Trump. « *Toutes les cultures ne se*

valent pas », a-t-il dit sur CNN, ajoutant « *le président parle un langage que les Américains comprennent* ».

J-C - De la part d'un milliardaire, ce n'est pas du racisme contrairement à ce que peut penser un esprit occidental borné, c'est une réaction naturelle de classe. Si on devait évaluer les cultures en prenant comme étalon une échelle de valeurs, on s'apercevrait qu'elles correspondent en partie au niveau de développement économique des différents pays et de leur histoire politique...

Et entre nous, les « *déchets* » à éliminer en urgence, ce sont surtout les oligarques et les élites à leur service !

« *Peu importe qu'un immigré respecte la loi, possède une entreprise, ou vive ici depuis des décennies, il est pris dans la bataille de Trump contre un ennemi imaginaire* », juge Mark Brockway, professeur de sciences politiques à la Syracuse University, interrogé par l'AFP.

J-C - Quelle mauvaise foi, argument minable, les Etats-Unis sont un pays d'immigrés, sans eux il n'existerait pas !

Quant à ces "*pays de merde*", ils sont à l'image de l'impérialisme, cela dit, allez donc y vivre, moi cela fait 30 ans que j'en fais l'expérience en Inde, et il m'arrive régulièrement de m'en prendre à ce "*pays de merde*", parce que c'est vraiment un pays de merde à tous les niveaux, particulièrement au niveau des rapports sociaux, et pour être juste, j'ajoute que la France est aussi un pays de merde, ce n'est pas vous qui me contredirez, n'est-ce pas ?

Si la France n'était pas un pays de merde, je ne me serais jamais exilé, car la France c'est et restera ma langue, ma culture, mon histoire, ma famille, ils me manquent, alors je compense autrement en tant que citoyen du monde !

Italie.

Italie : 500 000 personnes défilent contre le budget Giorgia Meloni - humanite.fr 12 décembre 2025

A Rome, Milan, Naples, Florence, Bari, les cortèges ont été massifs à défiler pour dénoncer le budget présenté par le gouvernement, dirigé par la cheffe de d'extrême droite, Giorgia Meloni (Frères d'Italie). « *Non au réarmement* », « *augmenter les salaires et les retraites* » ont été scandés un peu partout. Avec un demi-million de personnes dans les rues et 68% de participation dans le secteur public et privé, cette journée de grève et de mobilisation à l'appel du syndicat de la Confédération générale italienne du travail (CGIL) a été une réussite.

Au cœur de la contestation, le manque de mesures sociales du gouvernement de la Première ministre italienne. Selon l'ONG Caritas, 6 millions d'Italiens vivraient dans un état de précarité absolue, soit un Italien sur 10.

Au nom de la lutte contre le déficit public et de la barre des 3 % du produit intérieur brut, le budget présenté par la coalition de droite et d'extrême droite (Frères d'Italie, la Ligue et Forza Italia) de 18,7 milliards d'euros est l'un des plus austères depuis de nombreuses années. Comme ailleurs en Europe, le seul poste de dépense qui n'a pas été touché : la défense. La majorité des Italiens

fustigent les dépenses pour le réarmement de 2,6 milliards pour 2026 au détriment de secteur comme l'éducation et de la santé.

Ces deux dernières années, les prix des produits de consommation courante tels que les pâtes, l'huile et le café ont été doublé voire triplés.

Malgré cette large mobilisation, la solide majorité de la coalition au Parlement, devrait assurer le vote du projet de loi de finances.

Mexique.

Mexique: le Parlement approuve une hausse des droits de douane sur les produits chinois - RFI 11 décembre 2025

La Chine, l'Inde ou encore la Corée du Sud sont visées avec de nouveaux droits de douane compris entre 20 et 35% pour la plupart des produits, et jusqu'à 50%. La présidente mexicaine, Claudia Sheinbaum, affirme que cette mesure – qui s'appliquera à partir du 1^{er} janvier 2026 – vise notamment à réduire la dépendance du Mexique aux importations chinoises qui déferlent sur le pays d'Amérique centrale.

Ses mesures douanières pourraient permettre de protéger l'industrie mexicaine. Et notamment l'industrie automobile, frappée par l'afflux de voitures chinoises – qui seront désormais soumises à des droits de douane de 50%.

Cette mesure a été saluée par les fédérations automobiles, très inquiètes de la progression spectaculaire de la Chine. Alors que les importations de véhicules chinois étaient presque inexistantes il y a six ans, elles représentent aujourd'hui 20% du marché mexicain.

Bénin.

L'Élysée confirme l'implication militaire française au Bénin face au changement de pouvoir avorté – RT 9 déc. 2025

Dans une déclaration relayée le 9 décembre, l'Élysée a reconnu avoir apporté « *un appui en termes de surveillance, d'observation et de soutien logistique* » aux forces armées du Bénin, à la demande directe des autorités de Cotonou. Emmanuel Macron aurait mené un effort de coordination avec plusieurs dirigeants de la région, dont ceux du Nigeria et de la Sierra Leone.

Un échange téléphonique a eu lieu le 7 décembre entre Macron et le président béninois Patrice Talon. L'Élysée affirme que la situation a suscité une « *forte préoccupation* » du chef de l'État français, qui a exprimé son soutien total au pouvoir en place. La France a également affirmé son « *plein soutien politique* » à l'initiative de la Cédéao.

Derrière cette communication officielle, plusieurs sources révèlent une implication opérationnelle bien plus concrète. Selon Jeune Afrique, un avion de reconnaissance français a survolé à plusieurs

reprises Cotonou le 7 décembre dernier. Des forces spéciales françaises déjà présentes sur place auraient été placées en alerte dès les premières heures de la crise.

Autre élément significatif : le chef d'état-major béninois, Fructueux Gbagidi, se trouvait le même jour à Paris pour une visite officielle. Toujours selon ces sources, Emmanuel Macron aurait également sollicité directement le président nigérian Bola Tinubu, afin qu'il mobilise des troupes pour soutenir le pouvoir en place.

Officiellement, la France nie toute présence militaire permanente au Bénin. Pourtant, la rapidité de déploiement de moyens aériens et de soutien spécialisé révèle une capacité d'intervention logistique déjà en place. Derrière le discours de la coopération régionale, l'ensemble de l'opération montre le rôle central joué par Paris dans la gestion de cette opération.

Alors que plusieurs pays africains cherchent à renforcer leur souveraineté, cette situation met en lumière la persistance de mécanismes d'ingérence extérieure, désormais largement contestés sur le continent.

Lu ailleurs.

11 militaires nigériens sont détenus au Burkina Faso après que leur avion-cargo C130 a violé l'espace aérien de l'AES. À la suite de cet incident, les défenses aériennes et antiaériennes ont été mises en état d'alerte maximale et les chefs d'État de l'AES ont donné l'ordre de neutraliser sans sommation tout aéronef qui violerait à nouveau l'espace aérien confédéral.

Soudan.

Une catastrophe sur commande : la politique occidentale a engendré la plus grande crise de réfugiés au monde au Soudan - journal-neo.su 08 décembre 2025

Alors que les médias mondiaux sont éblouis par les éruptions de conflits ailleurs sur la planète, un drame apocalyptique silencieux se déroule au cœur de l'Afrique.

Le Soudan aujourd'hui n'est pas simplement un pays en guerre. C'est l'épicentre de la souffrance humaine, comme l'ont nommé de nombreux médias internationaux. Plus de 14,5 millions de personnes – presque un Soudanais sur trois – sont déplacées de leurs foyers. Cinq millions d'entre elles sont des enfants, dont l'enfance a été volée par la violence, la famine et la peur. Il s'agit de la plus grande crise de déplacement interne au monde, systématiquement et cyniquement ignorée par le monde occidental. Mais cet oubli n'est pas un hasard. C'est une conséquence directe de la politique criminelle, incohérente et essentiellement coloniale des puissances occidentales, et surtout des États-Unis d'Amérique, qui ont considéré le Soudan pendant des décennies uniquement comme un terrain de jeu géopolitique et une source de ressources.

Les racines du chaos – La fragmentation du Soudan provoquée par l'Occident

La guerre actuelle entre le général Burhan et le général Dagalo (Hemedti) n'est pas une soudaine flambée de « barbarie », comme aiment à le présenter les médias occidentaux. C'est l'aboutissement logique d'une politique prolongée de gouvernance externe qui a détruit les fragiles institutions étatiques du pays.

<https://journal-neo.su/fr/2025/12/08/une-catastrophe-sur-commande-la-politique-occidentale-a-engendrer-la-plus-grande-crise-de-refugies-au-monde-au-soudan/>

République tchèque.

République tchèque: le milliardaire Andrej Babis nommé au poste de Premier ministre - RFI 9 décembre 2025

Andrej Babis, septième fortune de République tchèque, va former sa nouvelle coalition gouvernementale avec des petits partis xénophobes et eurosceptiques.

Quatre ans après avoir perdu le pouvoir, Andrej Babis a retrouvé le poste de Premier ministre de la République tchèque, ce mardi. A 71 ans, celui qui avait déjà dirigé le pays de 2017 à 2021, a été officiellement nommé par le président Petr Pavel. Ne disposant pas de la majorité suffisante pour gouverner seul - avec 80 sièges sur 200 –, il a signé un accord de coalition avec les partis eurosceptiques d'extrême droite SPD et de droite La Voix des automobilistes. AFP et RFI 9 décembre 2025

Venezuela.

Le Venezuela dénonce un acte de piraterie internationale sur fond de menaces militaires de Trump – teleSUR 11 décembre 2025

« *Eh bien, on va le garder, je suppose* », a déclaré Donald Trump après avoir été interrogé par des journalistes sur le sort du pétrole brut provenant du pétrolier saisi au large des côtes du Venezuela.

Le gouvernement vénézuélien a dénoncé mercredi le vol d'un pétrolier par les États-Unis en mer des Caraïbes, sur fond de menaces répétées de l'ancien président Donald Trump contre les ressources énergétiques du Venezuela.

Le ministère des Affaires étrangères a publié un communiqué qualifiant cet acte de « *vol flagrant et d'acte de piraterie internationale* », soulignant qu'il avait été annoncé publiquement par Trump lui-même.

« *L'attitude de Trump a clairement démontré que sa politique d'agression contre notre pays s'inscrit dans un plan délibéré visant à piller nos richesses énergétiques* », indique le communiqué.

Le texte rappelle que ce n'est pas la première fois que Trump admet son intention de s'emparer du pétrole vénézuélien, puisqu'il a ouvertement déclaré lors de sa campagne présidentielle de 2024 que son objectif avait toujours été de conserver ces ressources sans offrir la moindre compensation. teleSUR 11 décembre 2025

Complément.

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a réclamé une enquête approfondie sur la saisie par les États-Unis d'un pétrolier au large des côtes vénézuéliennes. Il a déclaré que les forces

américaines avaient arraisonné le navire après l'avoir accusé de transporter du pétrole brut interdit à la vente, tout en soulignant que le géant pétrolier américain Chevron continue d'opérer au Venezuela et d'y acheter du pétrole vénézuélien. Lavrov a exigé que les États-Unis précisent les quantités d'hydrocarbures prétendument illégaux présentes à bord et expliquent sur quels fondements ils estiment pouvoir mener de telles actions. Infos Brutes 12 décembre 2025

Inde.

Amazon annonce des investissements de 35 milliards de dollars en Inde d'ici à 2030 - RFI 10 décembre 2025

« *Amazon a annoncé son intention d'investir plus de 35 milliards de dollars dans toutes ses activités en Inde d'ici à 2030, s'appuyant sur près de 40 milliards de dollars déjà investis dans le pays jusqu'à présent* », a déclaré le géant américain dans un communiqué.

L'objectif de l'entreprise pour les cinq prochaines années : augmenter les exportations, créer des emplois et, surtout, accélérer l'usage de l'intelligence artificielle pour 15 millions de petites entreprises. Amazon rapporte avoir investi dans des infrastructures aussi bien physiques que numériques, notamment dans les réseaux de transports, les centres de données, les plateformes de paiement en ligne et le développement des technologies. « *Nous sommes ravis de continuer à être un catalyseur de croissance en Inde* », se félicite Amit Agarwal, un haut responsable d'Amazon.

Plusieurs entreprises mondiales ont annoncé des investissements conséquents cette année dans le pays d'Asie du Sud, la cinquième économie mondiale, qui devrait compter plus de 900 millions d'internautes d'ici la fin de l'année.

Cette annonce s'inscrit dans une véritable course aux investissements des géants technologiques en Inde. Microsoft, Google ou encore OpenAI misent également sur le pays le plus peuplé du monde pour développer des centres de données et des projets d'intelligence artificielle.

Economie.

L'or est la monnaie des rois, les banques centrales accélèrent leurs achats - brunobertez.com 7 décembre 2025

Les banques centrales modèrent d'autant moins leurs achats quand le prix monte que ce sont elles qui le font monter par leur achats... c'est délibéré ! Il s'agit tout simplement d'une réévaluation du cours de l'or, car celui-ci sera l'ancrage du futur système monétaire. L'or redevient la monnaie.

Ils en achetaient 20 tonnes lorsque l'or coûtait 3000 dollars. Maintenant, ils en achètent 55 tonnes à 4000 dollars.

C'est comme s'ils savaient quelque chose sur leurs propres monnaies que nous ignorons.

Ce qu'ils savent ce n'est pas le prix de l'or, non ce qu'ils savent c'est que leur monnaie de papier, de dette et de digit ne vaut rien ! brunobertez.com 7 décembre 2025